

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois Six Mois Un An
 Seine, Seine-et-Oise. 15 30 60
 Départements. 18 36 72
 Union Postale. 21 42 84
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste
 de France et d'Algérie.

LA Discipline militaire

LETTER OUVERTE

A S. Exc. M. le ministre de la guerre

Monsieur le ministre,

A côté de l'opinion officielle des chefs supérieurs, seuls intermédiaires entre vous et l'armée, vous accueillerez peut-être avec quelque intérêt l'opinion indépendante d'un homme du métier qu'aucun règlement militaire ne condamne au silence.

Pour mes titres à votre attention, je m'en réfère à votre prédécesseur. Il n'a certainement pas oublié les entretiens de 1870, à Tours, où nous concourrions ensemble les mesures immédiates à prendre au point de vue de la défense nationale. L'armée auxiliaire fut le résultat de cette collaboration intime. L'idée m'en avait été suggérée par une récente expérience de la guerre de Sécession en Amérique. Le décret qui l'instituait et en réglait le fonctionnement fut l'œuvre de M. de Freycinet, œuvre utile à la fois au pays et à l'armée permanente. Utile au pays, puisqu'elle permettait, en dehors du mécanisme régulier de l'avancement, de rechercher les aptitudes, et de conférer aux défenseurs de la patrie des fonctions, non des grades, une obligation actuelle sans droit ultérieur; utile à l'armée, en ce qu'elle conservait aux officiers en captivité leurs places momentanément perdues. En un mot, dans notre pensée commune, l'armée auxiliaire devait être et fut l'armée du devoir acceptant d'être à la peine, renonçant d'avance aux avantages et aux honneurs.

Pour en revenir à l'heure présente, il est une conclusion qui se dégage de la guerre civile des esprits et des opinions qu'un procès militaire a déchaînée en France, c'est que de sérieuses réformes s'imposent dans l'armée.

Ces réformes, la routine militaire les rend très difficiles; ceux qui pourraient les introduire ne le veulent pas; ceux qui le voudraient ne le peuvent pas. Elles sont pourtant d'autant plus impérieuses que les exigences morales d'une armée nationale sont différentes de celles d'une armée de profession. Les rapports entre supérieurs et subalternes y doivent acquiescer un plus grand degré de découragement et de dignité, et le sentiment de la justice y doit être scrupuleusement introduit et maintenu.

Par un fait de dégradation insensible, la tradition militaire a de plus en plus accentué dans l'armée la tendance à ne voir dans la fonction qu'un grade, à ne faire de l'homme qu'un uniforme, et à confondre l'idée de justice avec le nombre des galons d'un képi.

Sans opinion préconçue dans la polémique actuelle, sans animosité, sans motifs personnels, cette critique ne m'est dictée que par l'intérêt général. Soldat de champs de bataille plus que de champs de Mars, général d'un uniforme peu galonné, j'ai été plus souvent exposé à la poussière des combats qu'à celle des revues. C'est dans les circonstances les plus rudes du métier des armes que j'ai appris à connaître l'armée et le soldat. Dans les jours troubles des discordes humaines, dans la vie incertaine des camps, les détails de caserne ne tardent pas à disparaître; mais, à leur place, les exigences fondamentales de la constitution d'une armée en vue de son fonctionnement efficace surgissent en vivant relief. C'est alors que le mot de famille militaire acquiert une signification réelle par la consanguinité du sang répandu. Quels liens intimes, quelle solidarité s'établissent entre ses membres! Ceux-là les connaissent et me comprendront qui ont pris part aux drames émouvants de la guerre, qui ont vu de près le soldat dans toutes les péripéties de son existence précaire, qui ont été témoins de ses travaux, de ses efforts, qui l'ont connu dans ses jours d'enthousiasme, dans ses heures de lassitude morale; qui ont assisté à ses épreuves multiples: la lutte contre les éléments, la fatigue, la fièvre, les blessures, — la mort imminente, loin des siens; ceux enfin qui l'ont partout guidé, accompagné et suivi à l'avant-poste solitaire, au bivouac humide et froid, qui ont vécu de sa vie, qui ont connu les jours sans pain et les nuits sans sommeil.

C'est donc dans mon expérience et dans mes sentiments de soldat que je puise la conviction que la défiance persistante des pouvoirs publics envers l'opinion de quelques chefs militaires — opinion qui, dans les circonstances où elle se produisait, ne pouvait présenter un degré suffisant d'impartialité — loin de profiter à l'armée, lui a été nuisible. Elle a semé la division dans ses rangs, porté atteinte à l'esprit de corps, amoindri l'autorité, dénoté la discipline.

Elle a — chez plusieurs — provoqué un antagonisme entre deux devoirs: le devoir humain que dicte la conscience et le devoir professionnel qu'impose la condition.

Les hommes placés au-dessus d'autres hommes devraient mettre tous leurs soins à concilier, en toutes circonstances, ces deux devoirs.

Dangereuse et humiliante pour l'autorité est la tentative de s'assurer le respect qu'impose la force aux dépens du respect qu'inspire l'estime.

A ceux dont on exige le tribut d'une obéissance muette, on doit l'hommage et la récompense d'une éclatante justice. Dans la répression, il faut que cette justice soit précise, appréciable, tangible. C'est dénaturer la discipline que de

l'étendre du domaine de l'action au domaine de la pensée. Au nom de la discipline on exige un service, — on n'impose pas une croyance, on ne décrète pas une conviction.

Les accusations louches, les sentences équivoques, les impressions personnelles, l'opinion des chefs tenant lieu de preuves dans la condamnation sont choses non recevables en droit et qui ne sauraient s'imposer à l'armée au nom de la discipline.

La discipline militaire est un instrument qui contient une force. Elle est la force de cohésion des armées. A proprement parler, elle n'est que la méthode dans le devoir, la méthode qui rend le devoir collectif efficace. C'est ainsi que je l'ai appliquée; si c'est un mérite, je le revendique et j'en veux faire ma petite part de gloire; en tout cas, j'ai eu la bonne fortune de me faire obéir en toutes circonstances, sans abaisser la discipline jusqu'à être l'asservissement des consciences et l'asservissement des âmes.

On a dit qu'il y avait deux justices: la justice militaire et la justice civile. Je proteste en soldat contre cette théorie. Tant en Amérique qu'en France, j'ai vu — en temps de guerre — la justice militaire s'exercer en toute équité. J'ai présidé des Conseils de guerre, j'en ai convoqué; il a été dans mes fonctions d'en contrôler les décisions. Je me serais cru déshonoré si j'avais participé ou donné ma sanction à une sentence occulte, rendue sur des pièces inconnues de l'accusé ou qui n'auraient pas été examinées contradictoirement avec lui. Parmi mes compagnons d'armes, soit en France soit en Amérique, je n'ai jamais rencontré d'autres sentiments que ceux que j'exprime; j'ignorais qu'il pût y en avoir.

Et qu'on ne vienne pas se targuer de patriotisme en invoquant des raisons d'Etat qui condamneraient les juges eux-mêmes au silence, ou les contraindraient à dissimuler le motif de leur sentence. On ne transige pas avec l'équité. Le patriotisme qui, s'affranchissant du sentiment humain, méconnaît les principes éternels de souveraineté et d'immuable justice qui sont l'apanage, la propriété inviolable et sacrée, l'arche sainte non seulement de la patrie, mais de l'humanité tout entière, ce patriotisme-là n'est pas une vertu, il n'est qu'une formule officielle.

Voilà ce que je voulais dire dans l'intimité de l'armée tel que je le conçois. N'ayant aucun mandat pour la représenter, je ne puis parler qu'en mon nom personnel. Ceux qui ont qualité pour parler au nom de l'armée ont tenu un autre langage. Mais parmi les serviteurs de cette armée auxquels une rigoureuse nécessité ferme la bouche, il en est beaucoup sans doute qui trouveront dans cette aventure matière à de graves réflexions. Avec de pareils précédents, quelle sécurité leur offre leur carrière? ou chercher la garantie que, dans une profession si chargée de devoirs, l'Etat doit à leur zèle, à leur bonne foi et, le cas échéant, à leur innocence? Où est l'autorité tutélaire qui les couvrira, s'ils ne la rencontrent ni dans le pouvoir exécutif, ni dans les pouvoirs législatifs, ni même dans la majorité du public? Faudra-t-il donc qu'ils restent abandonnés au caprice des circonstances qui en feront tout à tour les complices involontaires ou les victimes des mêmes errements?

Par son essence même, l'autorité militaire échappe plus que toute autre au contrôle. Les circonstances dans lesquelles elle est appelée à s'exercer favorisent la tendance à ne voir dans le commandement qu'une prérogative qui comporte un privilège supérieur même à la justice. Dans la constitution actuelle de l'armée française, il est plus facile de signaler le mal que d'indiquer le remède, qui dépendra, dans chaque cas particulier, de la nature de l'homme plus que de son éducation militaire. Il est juste et consolant d'espérer qu'il s'en trouvera beaucoup qui, à défaut d'une saine tradition, apporteront dans l'exercice de leur autorité la garantie d'une appréciation délicate et minutieuse des responsabilités morales du commandement, de l'étendue de ses devoirs et de la limite de ses droits.

Veillez agréer, monsieur le ministre, l'assurance de ma haute considération.

C. de Polignac.

Ex-général commandant la 1^{re} division du 2^e corps, armée auxiliaire 1870-71.

Échos

La Température

La température s'est abaissée; hier matin, le thermomètre marquait à Paris 14° au-dessus de zéro à huit heures; dans l'après-midi il tombait à 12° 1/2. Le baromètre, également en baisse, était dans la journée à 757 mm. Le temps est donc à la pluie et les ondes orageuses sont toujours probables avec temps doux. Dans la soirée, le baromètre, vers minuit, restait à 764 mm.

Les Courses

A deux heures, Courses au Bois de Boulogne. — Gagnants de Robert Milton: Prix des Tertres: Zouzou. Prix du Trocadéro: Pégase. Prix Lupin, ex-Grande Poule des produits: Holocaste. Prix de Neuilly: Florenville. Prix du Lac: Italie. Prix de Courbevoie: Soubeclaus.

MESURE PÉNIBLE

Ce qu'il y a de particulier et de douloureux dans la mesure qui a frappé M. le commandant Cuiquet, c'est que cet officier avait fait preuve, depuis qu'il fut employé à l'affaire Dreyfus, d'une pers-

picacité remarquable et d'une incontestable loyauté.

C'est le commandant Cuiquet qui, étudiant à la lampe le document présenté par M. Cavaignac, à la Chambre, comme preuve capitale contre Dreyfus, s'aperçut que les rayures des morceaux de papier rassemblés ne concordait pas.

C'est donc grâce à lui que le faux Henry a été découvert.

Sans doute, il aurait bien fallu y arriver sans lui, puisque le faux avait été dénoncé publiquement. Mais il faut lui tenir compte d'être arrivé le premier.

Or, le faux Henry domine toute la révision, parce qu'il est venu rendre palpable et indiscutable la machination dont le condamné de l'île du Diable était la victime.

Le lendemain de sa découverte, l'opinion était dans l'état d'une personne qui a reçu un coup de massue sur la tête; et si M. Brisson avait voulu ou pu saisir la conjoncture, la révision passait comme une lettre à la poste.

Mais, dès le surlendemain, certaines feuilles revenaient de leur abasourdissement. Ces feuilles, nous devrions dire qu'elles sont à la solde de l'Etat-Major et qu'elles émergent aux fonds secrets, si nous voulions leur appliquer la peine du talion, puisqu'elles accusent plus ou moins sournoisement les partisans de la justice d'avoir été achetés par le Syndicat.

Mais nous ne le disons pas parce que nous ne le pensons pas. D'ailleurs, pour accuser les autres de vénalité, il est presque nécessaire d'être véniel soi-même.

Leur retour offensif laissa pourtant dans le camp révisionniste assez de gens sans parti pris pour commencer ce mouvement vers la vérité qui est devenu irrésistible, qui emporte et qui submerge tout.

Or, sans le commandant Cuiquet, l'étape eût été bien plus longue et les résistances bien plus acharnées. C'est pourquoi les révisionnistes doivent, comme on dit familièrement, enlever au commandant.

Il a, en outre, caractérisé sévèrement les procédés inquisitoriaux d'un des bourreaux de Dreyfus. Enfin, il s'est montré vis-à-vis de Picquart d'une impartialité qui frisait la sympathie. A la tribune sur le télégramme Panizzardi; mais il faut désirer qu'il soit tenu compte de ce fait qu'il était, jusqu'à un certain point, en état de défense personnelle et qu'on ne prive pas longtemps l'Etat-Major d'un collaborateur aussi distingué.

De même, peut-on espérer que demain les jeunes polytechniciens recevront comme il mérite de l'être M. George Duruy, qui reprend son cours devant eux.

Ces jeunes gens peuvent beaucoup pour la pacification générale, qui doit être le but de tous les efforts des bons citoyens. Et, s'il est vrai que quelques-uns d'entre eux aient obéi à ce que nous qualifions d'inspiration confessionnelle, j'ajouterais qu'en prouvant qu'ils ont oublié leurs griefs imaginaires ils rendront un service véritable aux excellentes maisons d'éducation dont ils sont sortis. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

Le cours de M. George Duruy à l'Ecole polytechnique sera repris demain.

Le ministre de la guerre a pris cette décision jeudi, après avoir fait appeler à son cabinet M. George Duruy, puis le général Touleza, commandant l'Ecole, et leur avoir donné des instructions verbales précises sur les conditions de réserve et de discipline qui devront être observées de part et d'autre.

La nouvelle sonnette de la Chambre a été fêlée à son tour pendant la séance orageuse de vendredi. C'est la troisième depuis le commencement de l'année.

Il a donc fallu, dès hier matin, faire une autre commande au fondeur qui a renvoyé, en attendant — suprême espoir et dernière pensée — la cloche d'appel de ses ateliers: nous la reverrons à la séance de demain.

Le geste de M. Deschanel est-il donc plus nerveux, plus violent que celui de ses prédécesseurs?

Nullement, nous a répondu le plus aimable des questeurs, à qui rien n'échappe de la physiologie parlementaire. Les coups de sonnette de Gambetta furent les plus violents que j'aient jamais vus: tout le bureau en était secoué. Après Gambetta, le record sans conteste appartient à Floquet, puis à M. Charles Duruy.

Mais si la violence des sonneries est moindre avec M. Deschanel, leur fréquence est beaucoup plus considérable, les interruptions et le tumulte étant devenus aujourd'hui un état normal.

Or, la cloche ne cessant de sonner, les moqueries du bonnet d'âne ont fait sonner en vibration continue, elles n'ont plus le temps de se replacer, elles se heurtent, elles se croisent, leur ordre est dérangé... et le son est faussé, et voilà pourquoi la cloche de la Chambre est muette!

Le vote pour les médailles d'honneur du Salon aura lieu, dans les sections de peinture, sculpture et gravure, le jeudi 25 mai, et le lendemain dans la section d'architecture.

Le Salon ne sera fermé cette année qu'un seul jour, le vendredi 26 mai, pour le vote des autres récompenses.

La recette de la première quinzaine du Salon s'élève à cent quatre mille trois cent quinze francs.

Après la journée du vernissage, c'est la journée de l'Ascension, jeudi dernier, qui a produit jusqu'à ce jour le maximum, de quinze mille deux cent soixante-neuf francs. On a dépassé treize mille francs. On a dépassé treize mille francs. On a dépassé treize mille francs.

Cette moyenne est un peu supérieure celle de l'année dernière.

Des nouvelles alarmantes ont couru hier sur la santé de M. Francisque Sarcy. Nous pouvons rassurer ses amis. Il est atteint en effet d'une forte grippe et l'on a pu craindre un instant qu'elle ne prit un caractère infectieux. Mais cette complication n'est pas survenue. Et les docteurs Moizard et Félizet sont très satisfaits de leur malade. Notre éminent collaborateur en sera quitte pour quelques jours de repos.

Nous avons vécu hier une heure poignante à parcourir les nouvelles salles de Carnavalet consacrées au siège de Paris, et dont M. Georges Cain hâte l'aménagement afin de pouvoir, avant la fin de la saison, les ouvrir aux Parisiens.

Les souvenirs affluent, épars dans tous les coins, et aussi les émouvantes reliques qu'apportent chaque jour les amis du délicat artiste, désireux de collaborer au monument de pitié qu'il prépare.

Une vitrine attire plus que les autres. Elle est consacrée toute entière à Henri Regnault, et l'on voit d'abord, impressionnant par son sourire figé, le masque moulé par Clairin et Barrias, avec, dans le temps gauche, le trou de la balle qui l'appa Regnault. Il tomba en avant: le nez demeure légèrement écorché par la chute... Le visage était couvert de feuilles sèches, et ce fut Georges Clairin qui le lava, tandis que Barrias préparait le moulage. Au plâtre adhérent encore quelques cheveux, des poils de la barbe et les cils!

A côté du masque le portrait de Regnault en garde nationale, fièrement appuyé sur son fusil, par Bida, et le portrait de Bida, son frère d'armes, par Henri Regnault; et puis des lettres, des croquis pris par Clairin, des lambeaux d'étoffe, mille riens touchants.

Non loin de cette vitrine, le portrait en simple garde nationale, avec la plaque de la Légion d'honneur, de Victor Duruy, par Bida; les capotes de Claretie, de Carolus-Duran; la casquette d'ambulancier du pasteur Athanas Coquerel, un casque perforé par les balles rapporté de Champigny par Auguste Cain, des autographes de Trochu, Gambetta, Sestevé, Sarah Bernhardt, ambulancière de l'Odéon; des Pils des Tanzi, des Guillaumet où l'on revit l'Année terrible...

Ainsi qu'il était à prévoir, la galerie Georges Petit a reçu hier la visite de tous ceux que passionne l'art du dix-huitième siècle: on sentait qu'on était à la veille d'enchères solennelles. Le succès est donc très caractéristique pour la collection Mühlbacher, cause de cette affluence, qui certainement sera plus accentuée encore aujourd'hui, l'exposition étant publique. Les gouaches de Lavreince, surtout, et les dessins de Portail ont paru se partager les suffrages, avec les Fragonard, les Saint-Aubin et les Boilly.

L'Académie des beaux-arts, dans sa séance d'hier, a entendu lecture des lettres par lesquelles MM. Camille Bellégué, Georges Berger, Gustave Clausse, Jules Comte, Philippe Gille, Jules Guiffrey, Charles Ravaisson-Mollin et le docteur Paul Richer posent leur candidature au fauteuil de membre libre, actuellement vacant par le décès de M. Duplessis.

La Compagnie a nommé ensuite la Commission mixte qui sera chargée du classement des candidats au fauteuil d'académicien libre devenu vacant par la mort de M. le marquis de Chennevières. Les lettres de candidature à ce siège seront lues samedi prochain.

Les succès du Salon.

Un très joli portrait de grand-mère par Mlle Rébecca Félix: œuvre d'artiste, fine de goût et de sentiment. Le talent est de tradition dans la famille: Mlle Rébecca Félix est la nièce de Rachel.

A signaler aussi une admirable vue du pont de Saint-Cloud exposée par Mme Angèle Delasalle, une des meilleures élèves de Benjamin-Constant, et une des artistes femmes qui sont assurées du plus grand avenir. Mme Delasalle expose aussi une autre toile fort remarquée: les Terrassiers.

Mme Schmah, à l'intelligente et sage campagne de laquelle les femmes doivent déjà d'utiles réformes les concernant, est actuellement très souffrante par suite des fatigues qu'elle s'est imposées durant ces six dernières années. Les médecins lui ont recommandé un repos absolu de plusieurs mois.

Dès qu'elle le pourra, Mme Schmah reprendra sa correspondance et fera paraître, comme par le passé, les publications de l'Avant-Courrière.

Nous avons eu l'occasion, la semaine dernière, de parler de la nouvelle revue l'Armée illustrée. Aujourd'hui paraît son deuxième numéro. Les attractions qu'il contient, et particulièrement la belle planche en couleur, représentant un Houzard du 1^{er} régiment de Berchény (à suivre), lui promettent un aussi brillant succès que celui du premier numéro, dont le tirage à 50,000 exemplaires a été insuffisant pour donner satisfaction à toutes les demandes.

Hors Paris

Il y a trois jours, on a pu assister, à la gare de Turin, à un départ peu ordinaire. Un prince de sang royal, le duc des Abruzzes, a pris congé de ses proches parents, se rendant au pôle Nord.

Le duc des Abruzzes va d'embarquer à bord de l'Etoile-Polaire; à Ar-

kangel, il prendra livraison de 120 chiens de traîneau, et l'expédition ira hiverner sur la terre François-Joseph.

L'Etoile-Polaire aura à bord 1,500 caisses contenant des conserves, des vêtements et des instruments scientifiques. Le personnel de l'expédition se compose d'un capitaine, d'un lieutenant de vaisseau, de quatre guides de montagne italiens, de deux matelots italiens et de dix matelots norvégiens, sans compter les Esquimaux conducteurs de traîneau.

Ce voyage d'exploration, qui, selon les prévisions du duc des Abruzzes, durera un an et demi, coûtera trois millions de francs.

Est-il besoin de dire que les vœux et les sympathies du monde scientifique accompagnent le hardi explorateur dans son audacieuse entreprise?

Nouvelles à la Main

Entre papas:
 — Votre fils travaille-t-il au lycée?
 — Il m'a annoncé l'autre jour qu'il était le premier de sa classe.
 — Tous mes compliments.
 — Oui, mais... je me suis informé: il est le premier de sa classe... par ordre d'ancienneté!

Parcourant la liste des jurés qui auront à statuer sur le cas de MM. Déroulède et Habert, Cheminot y trouve: MM. X..., fabricant de bronzes; Y..., monteur en bronze; et Z..., bronzier.

— Parfait! approuve-t-il. Dans un procès de ce genre, c'est bien des hommes de bronze!

Le Masque de Fer.

L'ABUS

LE GÉNÉRAL, à son aide de camp. — Eloignons-nous, cher ami, voulez-vous? Je crois que je finirai par dire des choses désagréables à tous ces gens-là, dont les intentions sont excellentes, évidemment...

L'AIDE DE CAMP. — Certes.

LE GÉNÉRAL. — Mais ils commencent à m'agacer. En voilà enough deux qui s'avancent...

DEUX PROMENEURS, passant près des deux officiers. — Vive l'armée!

LE GÉNÉRAL, s'éloignant. — Parfaitement... Je vous remercie...

LES DEUX PROMENEURS, le suivant. — Vive l'armée!

LE GÉNÉRAL, dans sa moustache. — Trop fort! à la fin... trop fort! Agaçant!

LES DEUX PROMENEURS. — Vive l'armée!

LE GÉNÉRAL, se retournant brusquement vers l'un des promeneurs. — Un mot, monsieur. Vous criez: «Vive l'armée!» c'est très aimable pour moi, mais je désirerais vous poser une question. Avez-vous été militaire?

LE PREMIER PROMENEUR. — J'ai été réformé.

LE GÉNÉRAL, regardant. — Pour faiblesse de constitution, problème?

LE PREMIER PROMENEUR. — En effet.

LE GÉNÉRAL. — Eh bien! monsieur, permettez-moi de vous dire que c'est le rôle de l'armée de défendre les gens faibles de constitution et non le rôle de gens faibles de constitution de défendre l'armée. Et puisque vous avez eu la malchance d'être reconnu inapte au service, c'est pas la peine d'essayer de vous faire passer pour un fou de guerre. Voilà ma façon de penser. D'autant plus que lorsque vous avez été réformé, vous avez dû être enchanté... Ne niez pas... Tous les gens réformés sont enchantés.

LE SECOND PROMENEUR. — Moi, général, moi, j'appartiens à l'armée. Je suis sous-lieutenant de territoriale!

LE GÉNÉRAL, se retournant. — En effet... vous appartenez à l'armée. Comment vous appelez-vous?

LE SECOND PROMENEUR. — Durand.

LE GÉNÉRAL. — Eh bien! alors, Monsieur Durand, puisque vous faites partie de l'armée, quand vous criez: «Vive l'armée!», c'est un peu comme si vous criez: «Vive Durand!»... Et il est bien inutile de crier dans les rues: «Vive Durand!» ou «Vive Dupont!»... Et puis, messieurs, vous me rendez un vrai service en ne plus crier: «Vive l'armée!» toutes les fois que je passe. Ça me porte sur les nerfs et ça me fait éternuer mon cigare. A part ça, vous êtes bien gentils tous les deux, mais, vous comprenez, trop, c'est trop! Messieurs, j'ai bien l'honneur...

Alfred Capus.

LA DERNIÈRE ÉTAPE

DE

L'AFFAIRE DREYFUS

V

Désarroi. — L'enquête du commandant du Paty. — MM. Gobert et Bertillon. — Divulgation de l'arrestation de Dreyfus.

On a vu dans un précédent article comment les soupçons s'étaient portés sur Dreyfus.

Le colonel, alors commandant du Paty de Clam, est chargé de l'enquête comme officier de police judiciaire. Les dépositions du général Rogot et du commandant Cuiquet contre cet officier font partie d'un plan arrêté qui a pour but la décharge, presque la glorification de Henry.

Tout entier à son système, voici ce qu'affirme le commandant Cuiquet:

Du Paty est un garçon orgueilleux, vaniteux même, dont la vanité est encore accrue par des succès de carrière; il a toujours été, au dire de ceux qui le connaissent, à l'effrit de toutes les circonstances susceptibles de le mettre en lumière; il était en même temps d'un caractère souple, d'un esprit insinuant, sachant se faire bien venir de ses chefs, ce que nous appelons, en argot militaire, un fumiste.

Il était au mieux avec le général de Boisdeffre, et lorsque l'affaire Dreyfus se produisit, c'est lui qui poussa à l'arrestation et

qui se fit désigner comme officier de police judiciaire.

Lorsque Dreyfus fut arrêté dans le bureau du général de Boisdeffre, M. Cochefert, présent à l'arrestation, dit au général:

— Laissez-le moi un temps que je ne puis fixer; mais d'ici une ou deux heures, je saurai ce qu'il a dans le ventre.

Du Paty se récria, fit remarquer que l'affaire était purement militaire; il craignait évidemment que l'honneur de l'armée lui échappât, et il imagina, séance tenante, la scène de la dictée, espérant obtenir par ce moyen les aveux de Dreyfus.

Or, le général de Boisdeffre, dans sa déposition, déclare avoir imposé cette tâche au commandant du Paty, et ce dernier s'est expliqué à ce sujet devant la Cour de cassation.

Il demanda instamment au général de Boisdeffre de vouloir bien lui épargner une besogne qui lui répugnait et à laquelle ses travaux ne l'avaient pas préparé. Il lui proposa même de confier les fonctions d'officier de police judiciaire au colonel Picquart, qui faisait partie du bureau des renseignements et qui était célibataire. Mais le général de Boisdeffre refusa, et M. du Paty dut s'incliner.

Dans quelle condition et de quelle manière le commandant du Paty a-t-il accompli sa mission?

M. Gobert, l'expert de la Banque de France, désigné au général Mercier, sur sa demande, par le garde des sceaux, précise dans quel état le commandant du Paty de Clam a pris l'affaire:

J'ajouterai que, lors de ma présence à l'état-major, il m'a été dit qu'un officier, qui ne m'a pas été nommé, avait été chargé de rechercher parmi les écritures variées du personnel des quatre bureaux quel pouvait être l'auteur de l'écriture du bordereau.

A cet effet, on aurait réuni toutes les écritures, au nombre de cinquante ou soixante, des officiers et employés des bureaux.

On a fait une première élimination, qui était facile, de toutes les écritures absolument dissemblables de celles du bordereau; il est resté quatre ou cinq spécimens, se rattachant plus ou moins à cette dernière. Parmi ces cinq ou six écritures se trouvait celle de Dreyfus, sur le choix de laquelle on s'est arrêté.

A mon sens, il eût été prudent, pour les bureaux de la guerre, de ne pas procéder eux-mêmes au triage définitif dont je viens de parler. Il eût été préférable d'appeler un professionnel qui, fort de son expérience et de sa pratique, eût déterminé la véritable écriture à retenir. M'est avis que les bureaux de la guerre ont, en cette circonstance, assumé une grave responsabilité.

Le commandant du Paty procéda de la façon suivante:

Il avait le bordereau et des spécimens de l'écriture de Dreyfus pris au ministère. Il découpa des mots qu'il superposa à des mots pareils du bordereau.

Il trouva des ressemblances; mais il rencontre aussi des dissemblances. Il soumet cela au général de Boisdeffre et lui disant: «Comme je

c'est pour moi Louis XIV ou Napoléon, je ne veux pas qu'on y touche ! »

Non, continue M. Coppé, je ne pouvais pas me faire devant cette folie criminelle. Dreyfus ? Mais tous ceux qui ont vu le dossier le proclament coupable. Il n'y a, pour soutenir l'hypothèse de son innocence, que ses corollaires, entrées par un singulier esprit de solidarité, que des politiciens qui obéissent à leur haine irraisonnée de la société, et quelques Français entraînés par un excès de sensibilité déplacée ou qui ont voulu jouer la-dedans on ne sait quel rôle de juges d'instruction amateurs !

M. Coppé exprime enfin son inquiétude sur la « question argent » :

Vraiment, quand j'y réfléchis, j'en viens à croire au complot international !

M. Paul Hervieu a étudié l'affaire dès le début et en a suivi toutes les évolutions. Il s'est d'abord refusé à admettre que Dreyfus ait pu être victime d'une erreur judiciaire ; son sentiment fut modifié par les explications embarrassées d'Estherazy. Les raisonnements « lumineux » de M. Jaurès, l'intervention du colonel Picquart ont accentué ce sentiment. Il ajoute :

Puisque je viens de citer le nom du colonel Picquart, je saisis cette occasion de vous dire que j'ai l'honneur de le connaître. Au même hautement la noblesse de son intelligence et de son caractère, et j'espère fermement dans l'équité naturelle pour mettre fin à l'affaire méprisée entre lui et ceux de ses chefs qui se sont mépris à son égard.

M. Paul Hervieu explique comment, de l'examen des documents, est résultée pour lui la croyance absolue à l'innocence de Dreyfus. Il affirme enfin que l'honneur de l'armée n'est pas mis en cause par la demande en réparation d'une erreur judiciaire, et il conclut ainsi :

Les magistrats civils, dont c'est pourtant la fonction de juger, ne se sentent pas atteints dans leur honneur quand, en Tribunal en Cours, Ode ou en Cours, on rectifie leurs arrêts.

Est-ce que l'esprit de prestige des choses militaires ont été entamés en France, après 1870, après une défaite que les plus belles vaillances n'avaient pu empêcher, après le seul genre de disgrâce qui puisse compter, contre les armées, devant l'insigne populaire ?

M. Emile Bergerat est convaincu depuis longtemps déjà de l'innocence de Dreyfus. Dès le mois de novembre 1894, il a été révolté par « la pression qu'une opinion publique aveugle et entraînée par les propos incoincérés d'une presse affolée exerçait sur le procès des malheureux ». Sa conviction fut complètement assise après une visite que lui fit le commandant Forzineti.

Ce que Forzineti a dit devant la Cour de cassation, il me le dit à moi, ce jour-là, et sur un ton de sincérité émouvante m'empêchant. Il avait, nuit et jour, écrit Dreyfus pendant son séjour au Cherche-Midi, et lui, qui avait vu passer sous ses yeux tant d'accusés, il affirmait l'innocence de celui-là. Que dis-je ? Il la proclamait, il la criait, cette innocence ; il ne pouvait s'empêcher de la crier. Depuis la condamnation, il était sous le coup d'une effroyable angoisse, c'était comme un poids qui l'oppressait ; il fallait qu'il parlât, au risque de perdre sa situation et de récolter l'injure et la calomnie, car il savait très bien à quel il s'exposait. Il venait me supplier de l'écouter.

M. J.-L. Forain estime que l'affaire Dreyfus échappe à notre jugement. C'est une affaire militaire, dit-il, qu'il faut laisser entre les mains des militaires.

Cela m'est égal, ajoute-t-il, que Dreyfus soit juif. Il serait catholique que ce serait la même chose. La vérité est que nous ne savons rien de son affaire. Est-ce que nous avons entendu les témoignages sur lesquels il a été condamné ? Est-ce que nous avons vu le dossier secret ? C'est peut-être un traître. C'est peut-être un homme qui n'a pas eu de chance ! Mais combien y a-t-il d'hommes qui n'ont pas de chance ? La vie n'est au fond qu'une affaire de veine ou de déveine... Vous connaissez peut-être cette anecdote : Richelieu fait appeler un individu chez lui ; obligé de sortir quelques instants, il laisse l'individu seul dans son cabinet. Quand il rentre, il lui dit ce qu'il avait à lui communiquer, puis, dès que l'individu sort, il le fait appréhender et conduire à la Bastille. Au bout de quatre ans il le rend à la liberté et lui tient ce langage :

— Mon ami, je vous ai fait arrêter parce que, pendant mon absence, vous avez pu lire certains papiers que j'avais laissés sur mon bureau ; peut-être ne les avez-vous pas lus, mais il suffit que vous ayez pu les lire. Comme il y avait là des secrets d'Etat, je ne tenais pas à ce qu'ils pussent être divulgués. Maintenant, il n'y a plus d'inconvénient à ce que vous en parliez et je suis prêt à vous donner une compensation.

Eh bien ! l'homme de Richelieu était tout simplement un homme qui n'avait pas eu de chance...

« C'est peut-être un homme qui n'a pas eu de chance ! » Est-ce pour cela que M. Forain s'attache à l'accabler ?

Le Liseur.

LE SÉNAT

SUITE ET FIN DE LA DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Le Cour-Grandmaison — qui ne justifie qu'imparfaitement la première partie de son nom — s'élève sur la politique coloniale et l'absence de tout ce qui ressemble à un gouvernement. Comme il connaît ses classiques, il nous a cité de l'Ernest Picard.

Le ministre des finances tombe d'accord que les dépenses sont fort élevées ; il conteste qu'elles soient inutiles. Quant à la situation financière, elle est bonne :

Le grand vice de notre système fiscal, dit-il, est son manque de proportionnalité. C'est cette proportionnalité que nous devons tendre à ce qu'il y en ait et qui ne payent pas assez.

Notre politique financière est simple et nette. Elle consiste à ce que nous ne payions les dépenses dans les limites actuelles ; en second lieu, à doter l'amortissement des sommes qui pourraient être disponibles ; enfin, à avoir le moyen d'amener dans les charges publiques la proportionnalité qui lui manque aujourd'hui. C'est cette politique que nous nous efforçons de suivre, et j'espère qu'elle aura votre approbation. (Applaudissements.)

Enfin, M. Sébille prononce un discours qui se résume dans la proposition suivante :

Le Sénat invite le gouvernement à provoquer l'accord des pouvoirs publics en vue de rendre applicable à l'année 1900 le budget voté pour l'année 1899.

Il demande l'urgence ; mais M. Peytral réclame le renvoi à la Commission des finances et l'objet aussitôt.

La discussion générale étant close, le

Sénat passe à la discussion des articles. L'expédition en un rien de temps les affaires étrangères, le commerce et l'industrie ; il n'aurait fait qu'une bouchée de cinq ou six autres ministères, si un empêchement de danser en rond n'avait eu pour devoir constater qu'on n'était pas en nombre.

P. B.

NOTES D'UN PARISIEN

Je crois que l'histoire des cendres de Marceau au Crédit lyonnais est ce que l'on peut appeler une histoire bien parisienne. Vous en avez vu les détails dans le *Figaro*. Les cendres de Marceau, à la suite d'événements qui appartiennent à l'histoire, avaient été divisées en plusieurs lots. Ces lots, pour un héros une assez fâcheuse mésaventure. Mais on en a vu bien d'autres en ce genre, et il n'y a pas si longtemps, il a fallu faire toute une enquête pour savoir où pouvaient bien se trouver les cendres de Voltaire et de Rousseau.

Mais au moins les cherchaient-on dans des cryptes et des caveaux, et l'idée ne serait jamais venue d'aller voir si par mégarde, ou par précaution, on ne les aurait pas déposées dans quelque établissement de crédit. Il était réservé au brave Marceau d'inaugurer ce mode de sépulture. Ses cendres, en attendant une translation définitive, font une sorte de petit stage dans un de ces coffres du Crédit lyonnais où les gens ont l'habitude, avant de partir pour les eaux ou pour la campagne, de déposer leurs valeurs et leurs bijoux.

Bossuet trouverait là-dessus l'occasion d'un beau sermon. Vanité des vanités, dirait-il. Et il est bien certain qu'il y a là de quoi philosopher. On se représente les cendres de Marceau « passées » sur les écrivains du Crédit lyonnais. Car tout se fait en règle dans ces maisons-là. On aura exigé un reçu, toute sorte de papiers attestant la livraison et donnant acte du dépôt. Marceau, évidemment, n'avait pas prévu cette aventure qui relève des comptes d'Hoffmann. Mais, tout compte fait, il y a peut-être là une idée à creuser, et, moyennant une faible rétribution, les établissements de crédit pourraient bien se charger des restes de nos grands hommes. Ce mode d'enterrement, pour être assez original, serait, de beaucoup, le plus sûr, et, par ces temps d'incertitude populaire, il offrirait bien d'autres garanties que ne peuvent en donner les cimetières et même le Panthéon...

E.

LA FÊTE DU « PETIT CHAPEAU »

C'était par destination une fête impériale qui devait inaugurer la nouvelle salle « Wagram ».

L'ancienne pouvait contenir cinq mille personnes ; on a transformé le jardin qui la précédait en un immense théâtre ou, grâce à une invraisemblable galerie, plus de monde encore peut se tenir.

Hier, le Comité du « Petit Chapeau » avait loué, pour sa fête annuelle, et l'ancienne salle et la nouvelle.

Dès huit heures, il a fallu des agents pour maintenir la foule pressée d'entrer. Pauvres agents ! Ah ! ils en ont eu du mal jusqu'à dix heures, moment où l'on a seulement commencé à respirer dans le couloir d'entrée. Un d'eux a été tellement pressé, couronné, secoué, qu'il en a perdu tous les boutons de sa capote.

Pour les 15,000 invités, il fallait toute une compagnie de commissaires. Ceux-ci s'appelaient :

MM. Fortier-Maire, Léandri, le comte de Montlaur, le baron de Bourgoing, Klecker, le comte de Girardin, A. Martin Saint-Léon, le vicomte d'Hauterive, Le Roy d'Étiolles, le marquis de Lagrange, Pierre et Maurice Miron, Pardaillé-Galabrun, Chandon, le comte Marquis, Achille Darnis, Blanchard, Arnault-Jante, le baron Schwartz, A. Soubré, président d'un des plus grands Comités plébiscitaires impérialistes, etc.

Avec une bonne grâce qui n'a d'égale que leur peine, ces messieurs introduisent les invités, les amènent devant le contrôle surmonté d'un admirable aigle en bois doré, propriété de M. Fortier-Maire, leur donnent le programme de la soirée, le portrait du prince Victor, puis les placent comme ils peuvent.

Ils offrent à chacune des femmes, en une brochure dorée, le buste de Napoléon I^{er}, celui-ci coiffé du petit chapeau.

A droite et à gauche de la scène s'allongent des loges dont la première de gauche, merveilleusement décorée, est vide.

Sur le fauteuil en bois doré qui y trône seul est un immense bouquet de violettes dont le ruban porte ces mots : A. S. A. LE PRINCE NAPOLEON.

Les autres loges sont occupées par :

Le prince Murat, le prince de Poix, Napoléon Magne, Eugène Gaillard, Delchet, le marquis, la marquise et Mlle de Girardin, le baron Legoux, Lespagnol de La Tramerie, Basini, le comte d'Aulan, le comte Dodun de Kérouan, le colonel Mignot.

Quant à énumérer les personnes qui sont aux fauteuils, aux stalles ou à la galerie, impossible. Il y a trop de monde.

A neuf heures précises, la salle étant comble — bien qu'il y ait encore une armée d'invités sur l'avenue de Wagram — le spectacle commence. On fera passer les retardataires par un long couloir qui les conduira dans l'ancienne salle où un orchestre les attend pour le bal.

Le programme du spectacle devait naturellement être tout spécial.

L'orchestre commence par jouer une ouverture qui s'appelle : *Bouquet impérial*.

La charmante Mlle Brassy dit le *Retour de l'Empereur* de Victor Hugo.

Puis nous allons entendre le *Dragon de la garde*, l'*Ajaccien*.

Mlle Carvet interprète le *Vieux de la Vieille*, de Théophile Gautier.

M. Paul Déroulède lui-même, comme patriote, est de la fête. M. Tavernier fait applaudir les deux célèbres poésies du prisonnier : *En avant !* et *Au Drapeau !*

Il était impossible que la troupe du Nouveau-Théâtre, qui récemment a joué le *Roi de Rome*, ne fût pas du programme. Son directeur en personne, M. Paul Franck, va se faire acclamer à côté d'une de ses principales interprètes, Mlle Pauline Darty.

Après *Salut à la France* et *Partant pour la Syrie*, admirablement chantés par Mme Henriette Finher, la toile se baisse pour se relever sur *Austerlitz*, un épisode de l'intéressante pièce de Martin Laya :

1^{er} tableau : L'Arrivée de l'Empereur. —

2^e tableau : La Nuit d'Austerlitz. — 3^e tableau : Le Soleil d'Austerlitz.

C'est M. Philippe Garnier qui joue, combien applaudi le rôle de Napoléon. On fait un succès à chacun de ces grands noms : Lannes, Murat, Berthier, Soult, ainsi qu'aux soldats et tambours de la vieille garde.

Pendant trois heures, la salle débordait d'un enthousiasme grandissant. Dix fois, dans les entrées, nous entendons ce mot : « Ah ! si ceux qui prétendent que l'Empire est mort étaient ici ! » Un bonapartiste nous prie de demander à Mme Sarah Bernhardt, qui s'apprête à jouer *l'Aiglon*, si elle connaît le portrait, d'après nature, du duc de Reichstadt en 1831, par Delaporte ; il le mettra à sa disposition si elle ne l'a point. A vingt reprises on crie : « Vive l'Empereur ! » Si l'y a eu à l'entrée quelques femmes presque étouffées, elles sont maintenant tout à fait remises et prennent part au délire général.

El maintenant on danse. On envahit les buffets. On se promet de ne se séparer qu'à sept heures du matin. Les fêtes bonapartistes sont trop rares pour qu'on ne profite point jusqu'à la dernière heure de celle-ci.

Seulement il ne reste plus de fleurs dans la loge impériale. Les violettes sont maintenant à la boutonnière des danseurs ou au corsage des femmes.

Charles Chincholle.

LE MONDE RELIGIEUX

UN NOUVEAU CARDINAL FRANÇAIS

La question du cardinalat de curie pour la France n'a pas encore reçu, quoi qu'on en dise, de solution officielle. Mais il est certain, et même officiel, que le Pape créera, dans le prochain Consistoire (10 juin), un cardinal français en résidence à Rome. Le R. P. Cormier, procureur général de l'ordre des Frères Prêcheurs, est en effet en possession du *bulletin* porteur de la bonne nouvelle.

C'est un grand honneur pour l'ordre de Saint-Dominique ; un honneur, il est vrai, sur lequel cet ordre était en droit de compter, car, depuis l'avènement de Léon XIII, il est de tradition que les Dominicains aient deux représentants dans le Sacré Collège ; or, ils n'y ont qu'un actuellement — le cardinal Pierotti.

Le R. P. Cormier hérite du chapeau du cardinal Bausa, archevêque de Florence, décédé récemment.

Mais si les Dominicains avaient le droit de compter sur l'honneur qui vient de leur échoir, ils ne l'attendaient pas si tôt après la mort du cardinal Bausa, et surtout ils ne pensaient que Léon XIII le réservait, non au P. Cormier, mais au P. Lepidi, maître des sacrés palais apostoliques et théologien de très haute valeur, qui occupe, au Vatican, un poste cardinalice.

Il est visible que Léon XIII, en choisissant le P. Cormier, au lieu du P. Lepidi, a voulu, qu'on me passe l'expression, faire d'une pierre deux coups et honorer tout ensemble l'ordre de Saint-Dominique et la France. Peut-être pourrait-on donner à ce choix une autre raison. Qui sait si le Pape est très satisfait de l'attitude prise dans la grave question de l'américanisme par le P. Lepidi, qui n'hésita pas naguère à donner, *pro prio motu*, sans en référer ni au Pape ni au cardinal Rampolla, l'« imprimatur » que le vénérable cardinal Richiard avait cru devoir refuser à certain pamphlet écrit par l'abbé Maignen à l'occasion de la traduction française de la *Vie du Père Hecker* ? Pure hypothèse, sans doute, mais hypothèse très vraisemblable.

D'extraordinaires intrigues se nouent, depuis un an, autour de Léon XIII pour lui arracher des actes en contradiction avec les idées, les doctrines, les tendances qu'il favorisait ouvertement depuis vingt années. C'est toute la gloire de son pontificat qu'on voudrait éteindre dans je ne sais quelle intelligence fin de règne. Heureusement, Léon XIII, même malade, n'est pas facile à chambrier, et il n'a jamais manifesté aucune vocation pour le rôle de dupe.

Quoi qu'il en soit, la France ne peut que se réjouir de la création cardinalice du R. P. Cormier, qui pourrait fort bien, en certaines circonstances très délicates, exercer réellement, pour le plus grand bien de notre pays, les fonctions de cardinal de curie, bien qu'il ne soit pas destiné à en porter le titre.

Originaire du diocèse d'Orléans, où il est né le 8 décembre 1832 ; en 1858, l'ordre de Saint-Dominique, en 1858, à Rome, où il prononga ses vœux l'année suivante, il n'avait pas trente ans quand le P. Jandel, dont il devait plus tard écrire la vie, le mit à la tête de la province de Toulouse. En 1879, il fallut être élu général de son ordre. Ce fut lui qui obtint, après le P. Larroca, le plus grand nombre de voix. Le nouveau général l'attacha à sa personne et son successeur, le P. Fruhwirth, le nomma, le 7 mars 1896, procureur général, fonctions où il sut toujours concilier la douceur et la fermeté, ces deux qualités maîtresses des hommes appelés à commander à d'autres hommes.

J'ai cité tout à l'heure sa *Vie du Père Jandel*. On lui doit encore un beau livre sur l'instruction des novices et quelques ouvrages de spiritualité où il se montre écrivain de race et impeccable théologien. Enfin, il joint à la hauteur de l'intelligence, à la distinction de l'esprit et de toute la personne, des qualités administratives et politiques de premier ordre. Tel est le nouveau cardinal français. J'en ai dit assez pour faire comprendre à quel point l'accroissement d'influence qui résultera, pour lui, de son admission dans le Sénat de l'Eglise, pourra être utile à la France.

Julien de Narfon.

Une conférence de Mgr Ireland. — Demain soir lundi, à huit heures et demie, dans la localité des Œuvres ouvrières de Notre-Dame du Rosaire, 174, rue de Vanves, illustre archevêque de Saint-Paul, Mgr Ireland, fera une conférence sur « l'Eglise et le peuple », à l'occasion de l'anniversaire de la promulgation de l'Encyclique *Rerum novarum*.

M. F. Brunetière, de l'Académie française, présidera cette séance, au cours de laquelle plusieurs députés prendront la parole.

La paroisse bretonne de Paris. — Il y aura aujourd'hui, à trois heures, « grand pardon » à Notre-Dame des Champs, où la « paroisse bretonne » de Paris, fondée par l'abbé et vaillant abbé Gaille, Breton lui-même et admirablement dévoué à ses compatriotes « déracinés », célébrera son premier anniversaire.

Le P. Boulanger, ancien provincial des Dominicains, prêtera à cette fête le concours de son éloquence. — J. de N.

La paroisse bretonne de Paris. — Il y aura aujourd'hui, à trois heures, « grand pardon » à Notre-Dame des Champs, où la « paroisse bretonne » de Paris, fondée par l'abbé et vaillant abbé Gaille, Breton lui-même et admirablement dévoué à ses compatriotes « déracinés », célébrera son premier anniversaire.

Le P. Boulanger, ancien provincial des Dominicains, prêtera à cette fête le concours de son éloquence. — J. de N.

La paroisse bretonne de Paris. — Il y aura aujourd'hui, à trois heures, « grand pardon » à Notre-Dame des Champs, où la « paroisse bretonne » de Paris, fondée par l'abbé et vaillant abbé Gaille, Breton lui-même et admirablement dévoué à ses compatriotes « déracinés », célébrera son premier anniversaire.

Le P. Boulanger, ancien provincial des Dominicains, prêtera à cette fête le concours de son éloquence. — J. de N.

La paroisse bretonne de Paris. — Il y aura aujourd'hui, à trois heures, « grand pardon » à Notre-Dame des Champs, où la « paroisse bretonne » de Paris, fondée par l'abbé et vaillant abbé Gaille, Breton lui-même et admirablement dévoué à ses compatriotes « déracinés », célébrera son premier anniversaire.

Le P. Boulanger, ancien provincial des Dominicains, prêtera à cette fête le concours de son éloquence. — J. de N.

Nouvelles Diverses

LA CHARITÉ

Nous avons reçu pour les infortunes recommandées par le *Figaro* :

L. A. O. (à répartir entre les six familles), 400 francs.

Une étrangère qui aime la France pour la révision (à partager entre toutes les infortunes) 120 francs.

Les six familles recommandées dernièrement ont reçu de quoi pourvoir au plus urgent. Il est juste de songer à d'autres.

Mme Yvonne Guillemaud, à Cléchy-la-Garenne, veuve d'un assureur-graveur, est malade et menacée d'expulsion. Un petit secours la sauverait d'une situation navrante. La démolition du Château-Rouge et des immeubles de la rue Galande qui l'entourent, est certainement un bien pour le quartier. Mais elle cause le malheur d'une pauvre femme, Mme veuve Laus, dont le mari, coureur, s'est tué en tombant d'un toit, et qui est restée avec un fils aîné, revenu du service, tuberculeux, une fille de dix-neuf ans, malade de la poitrine, et trois autres enfants plus petits. Elle est forcée de quitter son modeste logement qui va tomber sous la pioche des maçons, et elle n'a pas un sou pour payer « d'avance » ailleurs. Il lui faudrait un vingt-cinq francs. Mme veuve Laus demeure, pour quelques jours encore, 53, rue Galande.

DRAMES DE LA JALOUSIE

Un jeune homme de vingt-deux ans, Maurice Choinin, demeurant rue Saussure, avait pour maîtresse une jeune fille du même âge que lui, Jeanne Dos, habitant rue Legendre. L'accord ne régnait pas précisément entre eux depuis quelques jours, et Jeanne, qui avait beaucoup de se plaindre de Maurice, paraît-il, lui avait manifesté l'intention de rompre avec lui.

Dans le courant de l'avant-dernière nuit, comme ils remontaient ensemble la rue de Rome, une querelle surgit entre eux. Choinin s'arma de son revolver et fit feu sur sa compagne qui, fort heureusement, ne fut pas atteinte.

Au bruit de la détonation, des passants et des gardiens de la paix accoururent, mais Choinin, qui s'enfuyait à toutes jambes, ne put être rejoint. Son signalement a été donné, hier matin, par Mlle Dos, à la police, qui le recherche.

Mlle Elisa Dazet, artiste lyrique, avait fait en province, il y a quelque temps, la connaissance d'un nommé Saint-Paul avec lequel elle vient habiter Paris. Mais les ressources du jeune homme s'épuisèrent rapidement et la jeune artiste s'étant lassée de subvenir seule aux besoins communs, partit pour Toulouse. Saint-Paul alla la relancer dans cette ville et la força à revenir vivre avec lui.

De nouveaux conflits surent se séparer. Mlle Dazet alla habiter avenue de Suffren. Saint-Paul qui avait son appartement boulevard Montmartre, fit auprès de la jeune femme de nouvelles tentatives de rapprochement qui n'eurent aucun succès.

— C'est bien, dit-il, à son ex-maîtresse, je m'engage.

Hier matin, il a mis cette menace à exécution.

Vers dix heures et demie, il est allé se poster près de la demeure de Mlle Dazet, et, au moment où elle descendait de voiture, il lui lança du vitriol au visage. La malheureuse, horriblement brûlée, tomba sur le trottoir en poussant d'affreux cris de douleur.

On la transporta dans une pharmacie où on lui donna des soins qui, hélas ! ne l'empêcheront pas de rester désfigurée. On craint même qu'elle ne perde l'œil gauche.

Pendant qu'on s'efforçait auprès de la victime, l'auteur de cet odieux attentat disparaissait. On n'a pu encore le retrouver.

SUICIDES DE SEPTUAGÉNAIRES

Une dame veuve, Mélanie Badier, âgée de soixante-deux ans, menacée de paralysie générale et incapable de gagner sa vie, s'est suicidée hier en se pendant dans son logement, 21, rue Balagny.

M. Rouffaud, commissaire de police, a procédé aux constatations.

A peine le magistrat était-il revenu à son cabinet qu'on lui signalait un second suicide de septuagénaire, celui d'une femme Ladevèze, qui, poussée par la misère, avait allumé dans sa chambre, 6, rue Trézel, deux réchauds de charbon et s'était couchée sur son lit pour attendre la mort.

Un nommé François Bodinier, âgé de trente ans, demeurant rue de Paris, à Courbevoie, avait été renvoyé, ces jours derniers, de la Compagnie des Tramways-Nord mus par l'électricité, où il était employé.

Voulant tirer vengeance de la disgrâce dans laquelle il était tombé, Bodinier tenta d'interrompre le courant, à Levallois-Perret, en faisant passer l'acier de son couteau sur un accident. Il a mal pris ses mesures et il a été foudroyé.

La circulation a été, de ce fait, interrompue pendant plusieurs heures.

Un marinier a repêché hier à onze heures cinquante minutes, dans le canal Saint-Martin, quai Valmy, le cadavre d'un individu dont l'identité n'a pu être déterminée.

Le corps était défiguré par une forte corde. Le corps a séjourné plusieurs jours dans l'eau. Le commissaire de police du quartier, M. Guillen, l'a fait transporter à la Morgue et a prévenu le Parquet et le service de la Sûreté.

L'enquête tend à prouver qu'on se trouve en présence d'un crime, mais d'un crime dont la disparition a été signalée à la Préfecture. Il serait ainsi tout naturel que ce désespéré, pour résister à l'instinct de la conservation, se soit attaché les mains avant de se jeter à l'eau.

Par cette température variable qui occasionne les migraines, les douleurs de tête, l'hygiène prescrit l'usage de menthe. Riquès, le seul véritable alcool de menthe qu'on puisse recommander. Nous n'apprenons rien à nos lecteurs en leur disant que ce puissant cordial, dont le succès ne fait que croître depuis un demi-siècle, réveille l'appétit, facilite la digestion et donne à la bouche une agréable fraîcheur. Avoir soin d'exiger toujours du Riquès.

M. Bruneau, agent de change, rue Richelieu, était victime, il y a trois mois environ, d'un vol important. Un de ses employés, nommé Gaston Botté, s'était enfui en emportant un certain nombre de titres représentant une somme de 160,000 francs. Nous avons parlé de cette affaire en son temps.

Des recherches furent immédiatement commencées par le service de la Sûreté, et on ne tarda pas à apprendre que le voleur s'était réfugié à Londres où son père et sa maîtresse étaient allés le rejoindre. Tous trois étaient sur le point de s'embarquer pour l'Amérique, lorsque Botté fut arrêté par l'inspecteur principal Houllier. Aucun mandat n'ayant été décerné contre Botté père ni contre la femme qui l'accompagnait, ils ne furent pas inquiétés et purent quitter l'Angleterre pour rentrer en France.

Quant à l'ex-commis de M. Bruneau, il fut ramené à Paris, après l'accomplissement des formalités d'extradition, et écroué à la prison de la Santé.

Au cours de l'instruction, on apprit que Botté père était complice du vol commis par son fils et qu'il avait en sa possession les valeurs soustraites à l'agent de change.

On se mit en quête de lui et, avant-hier soir, on l'a découvert dans un café-concert de la rue gauche. Amené dans le cabinet de M. Cochefert, il commença par nier sa complicité.

mais il dut bien vite avouer sa culpabilité. Il déclara alors que toutes les valeurs se trouvaient dans l'appartement qu'il occupait rue des Canettes, sous le faux nom de Buisson. Le chef de la Sûreté se rendit chez Botté père et retrouva, en effet, toutes les valeurs. Il n'en manquait que pour 2,500 francs. Elles seront restituées à M. Bruneau.

Jean de Paris.

Mémoire. — Hier matin, un ouvrier couvreur est tombé de la toiture d'une maison sise boulevard Voltaire, 117. Il s'est très grièvement blessé dans sa chute. On l'a transporté à l'hôpital Saint-Antoine.

J. de P.

AVIS DIVERS

REPÉTITION UNIVERSELLE. — Manufacture de Flanelle Végétale et Quatre de pin. Vêtements produits des Pins sylvestres pour prévenir et guérir les rhumatismes de toute nature. Exiger la marque des Trois Pins. Brochures échantillons. SCHMIDT-VERRIER, seule maison à Paris, 13, rue de la Chaussée-d'Antin, 13.

VOTRE MAIN sera naturellement fine, lisse et distinguée si vous la soignez avec la PATE ET LE SAVON DES PRELATS de la Parfumerie Exotique, 35, rue du 4-Septembre.

LANGHAM HOTEL, rue Boccador, av. de l'Alma, Ch.-Élysées, 1^{er} ord.

LES ANALYSES MÉDICALES (urines, crachats, sang, etc.) exigent un outillage perfectionné et une grande science. Elles sont exécutées d'une façon irréprochable dans LE LABORATOIRE MODÈLE DE LA PHARMACIE NORMALE rue Drouot, 19

par l'un des directeurs, ancien chef de laboratoire de la Faculté de médecine de Paris.

DEPUIS plus de dix ans le Laboratoire de Pasteur emploie tout particulièrement la Peptone de Chapoteaut, à cause de sa pureté. C'est cette peptone qui, associée à un vin généreux, constitue le Vin de Peptone de Chapoteaut, si connu

FRANCKEN. Grands Hôtels recommandés

ALLEMAGNE

BERLIN

ENTRAL-HOTEL, le plus grand et le plus élégant Hôtel de 0 chamb. En face la gare de Friedrich-Strasse.

BAD KISSINGEN. HOTEL DE RUSSIE

WIESBADEN Hôtel Nassauerhof, magni-quant réconstruit et agrandi.

SUISSE

MALATTAGES (Jura vaudois), 3/4 d'heure de Valloires. Altitude 900 mèt. Hôtel-pension LA FAYETTE. Anc.-maison recon., très bien aménée, pr séjour de famille. Prix modor. Ouvert 1^{er} mai.

ENNEVE. Grand Hôtel de la Paix, 1^{er} ordre, 20 chamb. Mieux situé en face Lac et Mont Blanc.

SAINT-HEATHENBERG, Lac de Thounen, 1,450m. La station climatiqre par excellence. Grand Hôtel Victoria, seule maison 1^{er} ordre.

FRANCE. Hôtels recommandés

Pensions de famille, Boarding-Houses et Casinos

AVIS

Ces Annonces jouissent d'une très grande réduction pour un minimum de 15 insertions par mois.

PARIS. LANGHAM HOTEL Aventure de l'Alma h.-Elys. L'hôtel par excell^{te} des famill. aristocrat.

PARIS PENSION DU BOIS, 7, r. Poisson (J. G. Ar-mée). Vie famill. C^{te}. Bains. Jard. Prix m.

PARIS Hôtel-Pension Florida. Conf. moderne, 5, rue Léo-Delibes (av. Kleber). Pr mod.

PARIS PENSION DE FAMILLE 1^{er} ordre. Electr. hyd. Téléph. 532.75. Situation unique. Tout compris depuis 8 fr. par jour. 2, avenue de Friedland. Prof. français attach. à la maison.

PARIS Hôtel Bradford, 10, r. St-P. du Rhône, pr R4-P4-Ch.-Elys. Clientèle châteline.

SAUVETERRE (Pyren.). Grand Hotel de France, le meilleur.

CERQUES-sur-NYON (Jura). Grand Hôtel de l'Observatoire. Panorama grandiose. 1,150 mèt.

VALLES-de-BÉARN. — G4 Hôtel du Parc et de l'Etabliss^{se} thermal. 1^{er} ord. Seul ay^t ascenseur.

Paquebots-poste français

DÉPARTS

LUNDI 15 MAI 1899

EUGENE-PERELIE (C. G. T.), capit. Lota, de Marseille, à midi, pour Tunis, Sfax et Sousse.

MARCHEL-BUGEAUD (C. G. T.), capit. Cayol, de Marseille, à 1 h. soir, pour Alger (rapide).

MARDI 16 MAI

DÉSIRADE (C. G. T.), capit. Lemarchand, de Marseille, à 10 h. matin, pour St-Louis, Cette et Oran.

AGUTYIN (C. G. T.), capit. Poggi, de Mar-seille, à 5 h. soir, pour Bône et Philipppeville.

SAINT-SIMON (C. G. T.), capit. Benoit-Thuil-lier, du Havre pour Bordeaux-Pauillac, St-Thomas, Porto-Rico, St-Domingue et Haiti.

MERCREDI 17 MAI

VILLE-D'ALGER (C. G. T.), capit. Unsworth, de Marseille, à 1 h. soir, pour Alger (rapide).

YVONNE-LA (C. G. T.), capit. Marcelli, de Marseille, à 5 h. soir, pour Ajaccio, Porto-Torres et Bône.

AVIS COMMERCIAUX

Industrie, Fonds de Commerce

AFFAIRE SÉRIEUSE. LA RECETTE d'une LIQUEUR SUR tous les points pa-riétaires à la Grand-Charité, à VENDRE pour 50,000 francs comptant. Pas d'intérêts. Traiterait de préférence avec FINANCIER ou SYNDICAT. — Ecrire Z. V. 50, Figaro.

RENSEIGNEMENTS UTILES

Mariages

MARIAGES RICHES, dotés jusqu'à 10 millions. S'adr. V^o GUYOT, 86, rue Rochesourart, 35e année.

Divers

FORTUNE M^o on DAME dispos^t d'environ 5,000 francs parait^t garantis, recouvr^t en 3 mois somme incroyablement énorme, sans travail ni dérangem^{ts}. Affaire sûre, honorable, d'intérêt public et national. Pour preuve indiscutable, Ec^{re} d'abord à M. R. BARRY, p^{ar} r^{ue} de Grammont.

PEINTRE d'avenir passerait traité avec amateur. Prix très modeste. P. E. M., poste rest., bur. 36.

OFFRES ET DEMANDES D'EMPLOIS

Emplois divers

RECOMMANDATION SPÉCIALE

UN ADJUDANT DE CHASSEURS ALPINS médaillé militaire, robuste et actif, au fait des choses agricoles, marié, sans enfants, demande place de Régisseur de Propriété. S'adresser, pour renseignements, au Bureau des Petites Annonces, initiales A. L. P.

Gens de Maison

2 VIENNOISES, 34 et 28 a., parl. franc, b. couturières, dem. pl. femme de ch. Ec^{re} F. F. 0, Figaro.

OFFRES ET DEMANDES DE LOCATIONS

Dans le numéro du DIMANCHE, les Annonces de cette Rubrique sont au Tarif réduit de 3 francs la Ligne.

Appartements

De 1,000 à 2,000 francs

R. BERGERE, 29, Petit APPARTEMENT, 1,400 fr.

Bel APPART^{mt} moderne, 45, r. de Londres, 1,700 fr.

PL. DE LA RÉPUBLIQUE, 3, APP^{rt} 3 ch., 1,800 fr.

B4 MAGENTA, 31, Bel APPART^{mt} ar 1^{er}, 1,600 fr.

R. DE BERRI, 14, pr. Ch.-Elysées, Bel APP^{rt}, 2,000 fr.

APPLIBRE, fraîch^{te} décoré, 34, r. Rivoli, 3^{em}, 1,250 fr.

G4 APP^{rt}, 3 ch., off., tapis, 2,000 fr., 9, pass. Saulnier.

Vous avez également à nommer un Censeur, par suite de l'expiration du mandat de M. CHOPPIN DE JANVRY, Censeur sortant et rééligible.

A Paris la lecture du rapport de MM. les Commissaires nous soumettrons à votre approbation les résolutions dont le texte vous a été remis à votre entrée dans cette salle.

RÉSOLUTIONS

Votées par l'Assemblée Générale Ordinaire
du 9 Mai 1899

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, à l'unanimité,

Approuve dans toutes leurs parties le Rapport et les Comptes de l'exercice 1898, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'Administration, et fixe à 50 francs par action le montant du dividende pour cet Exercice.

Le acompte de 30 francs sur le dividende ayant été payé le 1^{er} janvier dernier, le solde, soit 30 francs par action, sera payé à partir du 1^{er} juillet 1899, sous déduction des impôts établis par les lois de finances.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, à l'unanimité, réélit :
M. E. DUTILLIEUL, Administrateur...

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, à l'unanimité, réélit :
M. CHOPPIN DE JANVRY, Censeur.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, à l'unanimité, nomme :
M. TIMMERMAN
et M. LÉVY,

Commissaires chargés de faire un Rapport à la prochaine Assemblée générale ordinaire sur la situation de la Société, sur le Bilan et sur les Comptes présentés par les Administrateurs pour l'Exercice 1899, avec faculté, pour chacun des deux Commissaires, d'accomplir seul le mandat ci-dessus, en cas d'empêchement de son collègue pour une cause quelconque.

Et fixe à deux mille francs-pour chacun d'eux l'indemnité annuelle du ou des Commissaires.

